

SUR L'ABSTENTION. Proposition de correction.

Introduction. L'abstention ne cesse de progresser dans notre pays. (On indique le sujet : l'abstention, le lieu : la France et le fait : la progression).

Problématique. Quelles sont les causes de l'abstention et quelles peuvent en être les conséquences politiques ? (On pose une/des questions en fonction du sujet. Le plus simple : reprendre celui-ci sous forme interrogative).

Développement 1. On définit le sujet. On appelle abstention le fait pour un électeur de ne pas participer à un scrutin, local -élections municipales, départementales, régionales- ou national : législatives ou présidentielles (et législatives européennes).

Phrase de transition. Identifier les causes de l'abstention est difficile. Cependant, politologues et politiciens s'accordent sur quelques points.

Développement 2. On présente des hypothèses pouvant expliquer l'abstention. Elles seront introduites par « on peut citer », « mais encore », « à quoi on peut ajouter », « enfin » ...

Désenchantement du citoyen entre les promesses et les réalisations. Elu-e, le/la candidat-e est confronté-e à la complexité du réel et au respect de l'Etat de droit (= le respect des lois et règlements qui organisent/ permettent le fonctionnement de la société). Le « y'à qu'à » et le « faut qu'on », s'ils enthousiasment l'électeur, montrent leurs inanités.

« A quoi bon voter, ma voix ne compte pas ». Mon vote est confisqué par les experts, les lobbies, les puissances d'argent... Le parti des pêcheurs à la ligne...

Pertes des repères politiques traditionnels droite/gauche face aux changements économiques et sociaux de plus en plus rapides et qui ne semblent pas maîtrisés. L'époque a désenchanté l'idée de progrès, jusqu'alors associée à l'idée d'ascension sociale. « L'ascenseur social est en panne » dit-on. Fin d'un puissant ressort. Associé à l'antienne « Il n'y a pas d'autre choix » ou « Il n'y a pas d'alternative » : le marché, le capitalisme, la mondialisation sont incontournables et bénéfiques : il faut s'adapter...

Destruction du travail traditionnel et des imaginaires et repères associés : cols blancs, cols bleus, OS, trois huit... avec la réduction des effectifs et la délocalisation des productions : les effets de la mondialisation... Conséquences sociales : la montée des inégalités sociales entre les "exclus" et les "inclus" alimente le discours politique mais aussi la rancœur car, réduire « la fracture sociale » demande un effort collectif - impôts et cotisations pour financer RSA, allocations diverses...

Développement de l'individualisme consumériste, du chacun pour soi : délitement des solidarités, du lien social qui fait la force d'une société. L'inclusion de l'Autre n'est plus ressentie comme une évidence et une obligation...

Crise d'identité/repli identitaire avec des relents xénophobes voire racistes face à l'immigration - même intra-européenne- surtout avec la crise migratoire de 2015.

Développement 3. Quelles peuvent être les conséquences politiques de ce désintérêt des citoyens pour un droit de vote si difficilement conquis : 1848 pour les hommes, 1944 pour les femmes ? Même principe de rédaction.

L'abstention peut servir d'argument pour mettre en cause la légitimité (état de ce qui est fondé en droit) de l'élu-e. A la présidentielle de 2017 (comme aux précédentes), rapporté au nombre des inscrits, le candidat élu n'obtient pas la majorité absolue et pourtant, l'élection n'a souffert d'aucune contestation quant à son caractère démocratique et légal. Résultats du deuxième tour de la présidentielle 2017 :

Candidats	Voix		
	Nombre	% des inscrits	% des exprimés
M. MACRON	20 743 128	43,61%	66,10%
Mme LE PEN	10 638 475	22,36%	33,90%
Total	31 381 603	65,97%	100%

Le taux de participation (France entière) s'est élevé à 74,56% des électeurs inscrits lors de ce second tour. In <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-elections/Election-presidentielle-2017/Resultats-globaux-du-second-tour-de-l-election-du-President-de-la-Republique-2017>

L'abstention peut à terme remettre en cause la démocratie libérale, régime fondé sur la souveraineté du peuple : s'il n'y a plus de peuple, qui fait la loi ? Qui organise le vivre ensemble ? La loi du plus fort ? Cette loi est-elle conforme à la démocratie ? Si l'homme ne vit plus dans une société régie par des règles, est-il encore « un animal politique » ? « Celui qui est hors cité, naturellement bien sûr et non par le hasard des circonstances, est soit un être dégradé soit un être surhumain » Aristote.

La démocratie demande l'exercice des droits-libertés (association, réunion, manifestation, circulation...) **et l'engagement du citoyen.** Si le citoyen ne s'engage plus, à quoi bon maintenir ces libertés, là encore si chèrement acquises ? Si le citoyen ne s'engage plus, sera-t-il en droit de contester, réclamer, se plaindre ? A moins de s'en remettre aux populismes de droite ou de gauche aux discours et pratiques souvent teintés de démagogie.

La démocratie, c'est aussi le débat, la parole mise au service de convictions. Le débat doit répondre aux règles de la civilité et du respect de l'Autre. Avec la disparition du débat et de la parole disparaît un lien social essentiel.

Conclusion. Elle résume votre travail et peut ouvrir des perspectives.

Crise économique et sociale, crise identitaire, montée de l'individualisme... autant de facteurs avancés pour expliquer la montée de l'abstention. Cette abstention semble remettre en cause les fondements politiques de notre pays : souveraineté nationale, démocratie (représentative et directe), exercice des droits-libertés. Ne négligeons pas le pouvoir du bulletin de vote. « Voter est un droit, c'est aussi un devoir ».